



Entretien avec Bertrand Badie

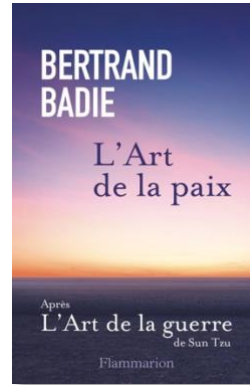
Quinze ans après, que reste-t-il des Printemps arabes ?

26 Mai 2026

Bertrand Badie

Bertrand Badie est professeur émérite à SciencesPo Paris.

Ses recherches portent notamment sur la fin de la centralité de l'État dans les relations internationales, les logiques d'humiliation dans les conflits, ainsi que sur le rôle croissant des acteurs non étatiques et des sociétés civiles dans les crises contemporaines. Il est l'auteur d'ouvrages majeurs comme *L'impuissance de la puissance*, *Le temps des humiliés*, ou encore un essai sur le rôle croissant des pays du Sud, *Quand le Sud réinvente le monde* ; dans lesquels il développe une critique des approches classiques et occidentalo-centrées des relations internationales. En 2024, il a publié *L'Art de la paix* aux éditions Flammarion



Dans cet entretien, il revient sur les mécanismes qui ont structuré les « Printemps arabes » entre 2011 et 2019 dans un nombre de pays à travers le monde arabe. Surtout, nous nous intéressons aux héritages politiques, culturels et institutionnels qu'ont laissé ces épisodes de révolte.



Quinze ans après le début des Printemps arabes, pouvons-nous dire qu'il s'agit d'un « espoir déçu » ?

Il faut faire très attention lorsqu'on utilise l'expression « espoir déçu » : il n'existe aucun instrument empirique de mesure de la déception ou de la désillusion. La déception existe donc avant tout dans la tête de l'observateur.

Analytiquement, s'agissant des Printemps arabes, il est un peu excessif de parler de désillusion, parce qu'on peut observer une modification réelle après les événements de 2011. Il y a eu un peu partout dans le monde arabe un intérêt renouvelé pour la *chose publique* et un éveil à la question politique. Les moyens de mobilisation sont davantage utilisés, que ce soit dans les universités ou à travers les réseaux sociaux.

Sur le plan politique, toutefois, les processus de démocratisation ont été mis en échec, y compris en Tunisie, où la situation était pourtant plus favorable. Cette mise en échec a eu lieu de façon plus précoce en Égypte et en Syrie.

Ce qu'il faut retenir, c'est que désormais, le risque de soulèvement populaire fait partie de la grille de lecture des gouvernements des pays de la région. Autrefois, l'autocrate craignait le coup d'État militaire. Aujourd'hui, la révolution populaire constitue un risque très marqué, et l'opinion publique est largement prise en compte.

Dans le système révolutionnaire des Printemps arabes, existait-il un fondement idéologique ?

Ce qu'il y a de plus nouveau dans les Printemps arabes, c'est qu'il s'agit d'une révolution non-léniniste, voire anti-léniniste. En effet, Lénine dans « *Que faire ?* » théorisait la nécessité d'une organisation centralisée pour mener une révolution, et le rôle essentiel de la théorie politique pour un mouvement révolutionnaire efficace.

Les Printemps arabes prennent le contrepoint de Lénine. D'abord, les mouvements se sont structurés sans idéologie ou rattachement explicite à un corps doctrinal ou de maître à penser. Ensuite, sur l'organisation, les mouvements avaient des côtés non pas anarchistes, mais anarchisants, avec une très forte mobilisation des réseaux sociaux et des moyens de communication informatiques.

Il s'agit donc de révoltes nourries d'un imaginaire plus humain que politique ou partisan.



C'est un mouvement de jeunes, qui sont plus familiers avec les réseaux sociaux. Et c'est un mouvement animé par des valeurs de critique de la verticalité, avec une volonté de s'arracher à toute tutelle sur le plan international. C'est cette même critique de la verticalité et ces modes d'organisation sur les réseaux sociaux qui structurent les mouvements récents de la « GenZ ».

Comment expliquer les différentes formes de contre-révolutions qui ont suivi les mobilisations des Printemps arabes ?

Sur cet aspect, les théories de Lénine ont été confirmées. Dans *L'État et la Révolution*, en effet, ce dernier avait théorisé la nécessité de tenir compte de l'État en place et de sa capacité de résistance dans le processus révolutionnaire.

Cette hypothèse se confirme s'agissant de la carte des Printemps arabes. Dans les pays où les gouvernements ont été déchus, l'État avait en général une faible capacité de résistance. En Tunisie, par exemple, le système Ben Ali avait une police forte, certes, mais n'avait pas d'armée capable de structurer une riposte. De même, en Égypte, le système Mubarak était usé, et avait vu se constituer une véritable opposition depuis la mort de son leader charismatique, Nasser. De l'autre côté, les pays où les contre-révolutions ont été les plus fortes sont des États avec des capacités répressives fortes. C'est le cas en Syrie, où la lignée el-Assad avait une réputation méritée de recours à la répression.

La Libye constitue un cas particulier. Le système kadhafiste avait pu surprendre lorsque Mouammar Kadhafi a pu vêtir les habits du leader charismatique, avec l'instauration d'un régime nassérien en 1969. Toutefois, il y a eu, au fil du temps, une érosion progressive de ce régime. Quand l'État vient à s'effondrer après la mort de Mouammar Kadhafi, le système tribal reprend le dessus. Il s'agit donc d'une situation exceptionnelle dans le monde arabe, avec une re-tribalisation du pays qui n'a pas eu lieu ailleurs, renforcée par l'absence d'une histoire étatique dans le pays.

En 2024, un coup d'État en Syrie démet Bachar el-Assad, treize ans après le début des révoltes dans le pays. Est-ce qu'on peut considérer qu'Assad est le « dernier dirigeant renversé par le Printemps arabe » ?

Aucun mouvement politique n'est mono-causal, et la chute de Bachar el-Assad n'y déroge pas. Toutefois, elle s'inscrit bien dans la lignée des Printemps arabes : les forces qui ont gagné sont celles qui ont porté les révoltes en Syrie.

Ce qu'il y a de marquant, c'est qu'en 2024, il s'agit de la première révolution en Syrie qui ne soit pas structurée autour d'un putsch militaire. La chute de Bachar est le résultat de



mobilisations populaires, et une impopularité massive du régime baathiste. C'est donc un évènement qui s'inscrit pleinement dans la lignée des révoltes contre Bachar-el-Assad en 2013.

En septembre 2025, le mouvement de contestation GenZ212 est né spontanément dans la jeunesse marocaine. Peut-on lire ce type de mouvements comme des suites aux Printemps arabes ? Les jeunes arabes ont-elles développé, depuis 2011, un « réflexe révolutionnaire » ?

Je ferais le pari qu'il y a bien un lien entre le mouvement de la GenZ et les Printemps arabes. Toutefois, seul le Maroc a été vraiment concerné par ce mouvement. Ce qui est intéressant, c'est que l'on a retrouvé des mobilisations similaires dans des pays qui ne font pas partie du monde arabe, mais qui ont connu les effets indirects des Printemps arabes. Le mouvement de la GenZ a surtout trouvé un écho en Asie du Sud et du Sud-Est, notamment au Sri Lanka, au Bangladesh et au Népal.

L'essentiel se trouve dans la similitude du mouvement, ce qui montre bien la dimension générationnelle. Le rôle important joué par la génération Z et l'utilisation des réseaux sociaux dans l'organisation et la diffusion du message montrent que la Génération Z a incontestablement la mémoire des Printemps arabes. Le moule est donc bien le même : même univers communicant, anti-autoritariste, critique du pouvoir et de l'autorité. Ce n'est pas une continuité directe et absolue, mais il y a une parentalité entre les deux mouvements.

En sommes, quinze ans après les premiers évènements en Tunisie, que reste-t-il des Printemps arabes ?

Il y a d'abord eu un changement dans les comportements sociaux et dans la culture politique des pays. Sauf dans quelques exceptions en Algérie et au Soudan, il y a eu une culture politique nouvelle, un changement des modes de gouvernance et une remise en question profonde des autoritarismes.

En un sens, les Printemps arabes ont constitué le deuxième âge des indépendances des pays arabes. Le premier âge était marqué par la pression des variables extérieures et surtout du système international bipolaire. On y trouvait autant l'effet des pressions américaines (Jordanie, péninsule arabe, Liban) que celui de puissance soviétique (Égypte, Irak, Syrie).



Les Printemps arabes ont surmonté ces processus venus de l'extérieur, les remplaçant par des mécanismes endogènes. Cette réinvention a consacré la fin des patronages de puissance.

Du coup, l'opinion publique est devenue déterminante dans ces pays. Auparavant, celle-ci n'existait que sous forme instrumentalisée par des groupes militaires ou politiques. Les Printemps arabes ont donné vie à une véritable « rue arabe ».

Maintenant, la question de l'héritage des Printemps arabes est incertaine. Y aura-t-il une remise en cause des formes d'hégémonie telles qu'elles existent actuellement dans le Golfe ? Va-t-on assister à un nouvel élan de mobilisation islamiste ? Ou le modèle des Printemps arabes va-t-il fini définitivement supplanter celui des mobilisations islamistes ? Les analystes aiment faire des enterrements ; mais il faut surtout se dire que nous n'en savons rien...



MENARA vient de l'arabe منارة, phare. Du swahili au persan, c'est un nom choisi pour ce qu'il signifie : éclairer ce qui reste dans l'ombre.

MENARA s'est construit sur une conviction qui est aussi un refus : l'Afrique et le Moyen-Orient ne sont pas des marges à commenter mais des centres à comprendre. Des espaces trop longtemps saisis dans l'urgence, réduits à l'événement, lus à travers des catégories héritées.

Fondé en 2025 par de jeunes diplômés des meilleures écoles et universités, MENARA est un think tank d'analyse économique, géopolitique et financière. En contrepoint des récits dominants, nous cultivons un regard de plus longue portée : distinguer ce qui est structurel de ce qui est conjoncturel, l'ambition politique de la capacité d'exécution, l'effet d'annonce de la transformation réelle.

À travers des notes analytiques et des formats longs, MENARA s'adresse à ceux qui décident ou conseillent sur ces terrains. Indépendant de tout gouvernement, parti ou bailleur de fonds, MENARA balise les écueils et trace le chemin avec réflexion dense et ancrée dans le réel.

MENARA est une association loi 1901 indépendante. Cette interview est publiée à titre informatif et analytique, sur la base de sources publiques vérifiées et d'un entretien avec l'auteur. Les opinions exprimées relèvent de l'auteur et n'engagent pas MENARA, ses membres ou contributeurs.

Contact : menara.thinktank@gmail.com

Site web : <https://www.menara.fr/>